

Le Monde (site web)

idees, dimanche 1 décembre 2024 - 05:00 UTC +0100 997 mots

## « La détresse des agriculteurs est d'abord le fruit de choix politiques qui ne sont jamais assumés »

Stéphane Foucart

**A rebours des discours gouvernementaux, non seulement les normes protègent l'environnement et la santé, mais elles sont l'unique argument contre un accord avec le Mercosur, observe dans sa chronique Stéphane Foucart, journaliste au « Monde ».**

Jeudi 28 novembre au matin, à Paris, une centaine d'agriculteurs murent l'entrée de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), dont ils demandent la fermeture. Au même moment, à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), d'autres font de même devant l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Après les attaques contre l'Office français de la biodiversité (OFB) et ses agents, ces actions marquent le franchissement d'un cap.

Ce ne sont plus seulement les préfectures, les permanences d'élus ou les locaux des associations de protection de l'environnement qui sont pris pour cibles, mais les institutions chargées d'accompagner et de protéger les agriculteurs eux-mêmes. L'après-midi même, dans un tweet stupéfiant, la ministre de l'agriculture, Annie Genevard, a apporté un soutien de fait à ces actions.

La violence atteint, ces dernières semaines, des niveaux inédits. Depuis des mois, des locaux de la police de l'environnement sont pris d'assaut, investis et dégradés, des documents (plaintes, procès-verbaux, etc.) pillés et détruits, des agents menacés. Au total, l'OFB a déposé une cinquantaine de plaintes. France Nature Environnement rapporte des faits semblables et annonce avoir saisi la justice.

### *Sentiment d'impunité*

L'escalade était prévisible. En avril 2021, après le déboulonnage des roues de la voiture de la journaliste Morgan Large, on écrivait dans Le Monde que les pouvoirs publics laissaient s'installer un dangereux sentiment de toute-puissance et d'impunité. Trois ans plus tard, c'est un agent de l'OFB qui est victime du même sabotage de son véhicule.

Cette situation est d'abord le reflet d'une compétition inédite entre la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et la Coordination rurale. Chacun fait assaut de radicalité pour séduire une base exaspérée, dans la perspective des élections des représentants des chambres d'agriculture, qui doivent se tenir en janvier 2025 et pourraient voir la domination de la FNSEA remise en cause.

Mais à cette cause conjoncturelle s'en ajoute une autre. Les formes de plus en plus extrêmes de la contestation sont aussi la conséquence du discours politique porté par les gouvernements successifs.

Au lieu d'engager les transformations nécessaires du modèle agricole dominant, le pouvoir politique n'a eu de cesse de se défaire et de reporter la responsabilité des difficultés rencontrées sur des tiers. La détresse matérielle d'une grande part du monde agricole est évidemment une situation que la société ne devrait pas tolérer, mais elle est d'abord le fruit de choix politiques qui ne sont jamais explicités et assumés.

### ***Stratégie de la distraction***

Qui montre-t-on du doigt ? L'Union européenne, les écologistes, la police de l'environnement, les « surtranspositions » de règles communautaires édictées par l'Anses, l'orientation des travaux de l'Inrae vers une agriculture « bio-bobo », etc.

C'est le gouvernement d'Edouard Philippe qui a gravé dans le marbre, en octobre 2019, cette stratégie de la distraction en reprenant à son compte un concept forgé par les communicants de l'agro-industrie, l'« agribashing ».

Ce terme et son utilisation abusive ont eu un effet performatif. Tout est devenu « agribashing ». Toute remise en question de certaines pratiques, le simple constat de leurs graves externalités comme la disparition des insectes, des oiseaux, des paysages, la contamination généralisée des ressources d'eau potable : tout est perçu comme une forme de dénigrement des agriculteurs en général. Les syndicats dominants ont activement promu l'idée que le monde agricole dans son ensemble était la cible d'une conjuration destinée à le perdre, renforçant dans les campagnes la colère contre les environnementalistes. Certains ne s'y laissent pas prendre et les prises de position de la Confédération paysanne montrent, s'il était besoin, que de nombreux exploitants échappent largement à cette vision paranoïaque.

C'est peu de dire que celle-ci a été entretenue par le pouvoir politique – certains n'hésitant pas, pour l'étayer, à relayer des informations fausses, tronquées ou trompeuses. Marc Fesneau, alors ministre de l'agriculture, proteste contre l'interdiction d'un herbicide, le S-métolachlore, prononcée par l'Anses ? En réalité, l'agence était tenue par la loi de prendre cette décision. On récolte moins de cerises, de noisettes ou de quoi que ce soit ? L'actuelle ministre, Annie Genevard, met là encore en cause des interdictions injustes de pesticides. Aucune preuve ni même aucun élément de preuve ne sont apportés à l'appui de ces affirmations.

### ***Monde parallèle***

Ces discours sans cesse martelés maintiennent le monde agricole dans une posture d'éternelle victime des défenseurs de l'environnement, tout en occultant le fait que la technologie ne fera pas de miracles dans un monde au climat détraqué, où les pollinisateurs ont été décimés, où les sols, lessivés et contaminés, ont perdu leur fertilité et leur capacité à filtrer l'eau et où les épizooties, dopées par la perte de diversité génétique dans les élevages, sont vouées à se répéter.

La radicalisation et la violence prospèrent aussi sur les fausses informations propagées par une certaine presse et qui construisent un monde parallèle où la science et la connaissance sont devenues les ennemies des agriculteurs.

La réalité est à l'exact inverse. Non seulement les normes protègent l'environnement et la santé (et surtout celle des exploitants, de leurs salariés et de leur famille), mais elles sont l'unique argument pour s'opposer à un accord entre l'Union européenne et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay, bientôt rejoints par la Bolivie). Lorsque les normes auront disparu, plus rien ne s'opposera à un libre-échange débridé, et les agriculteurs réaliseront, mais un peu tard, qu'ils ont été trompés.